

Un scandale honteux : quand la grande presse nationale baisse pavillon devant l'Enarchie

Posté le : 5 septembre 2020 16:54 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, hyperfiscalité, sécurité sociale

Un nouveau stade de l'Enarchie a été atteint.

On sait que nous défendons ici l'idée que la République a été à peu près totalement subvertie par l'Enarchie compassionnelle, qui règne sans partage sur une France rétrécie par sa dissolution dans un ensemble européen en perpétuelle « construction ». L'élection de Macron, dans le cadre de ce qu'il fait bien appeler un pronunciamiento de hauts-fonctionnaires, avec une direction du pays réduite aux élucubrations d'une dizaine d'Enarques bien en cours, et la folle concentration des pouvoirs entre les mains d'un président au psychisme problématique, ne pouvait qu'aggraver le phénomène. La presse, en faillite et ne tenant que par les aides d'Etat, vient de prouver qu'on entrain dans un nouveau monde. Ce ne sont plus les ministres qui expliquent dans la presse ce qu'ils vont faire (la bande d'inconnus, choisis parce qu'ils ne sont rien, ne fait que chanter la geste présidentielle) mais les fonctionnaires eux-mêmes qui se sont totalement autonomisés.

La crise sanitaire a montré la formidable indigence du système de santé français, entièrement phagocyté par une bureaucratie terrifiante et incapable qui empêche les vrais professionnels d'exercer leur métier, sous la direction de familles de fonctionnaires socialistes gavées depuis l'arrivée au pouvoir de Mitterrand. Le symbole de cette dérive est naturellement cette extraordinaire prolifération de postes de fonctionnaires féminins de catégorie A, le sommet salarial de la hiérarchie des fonctionnaires) : 16.000 femmes fonctionnaires du ministère de la santé sans aucune connaissance médicale à Paris et dans les régions, dont personne ne sait à quoi elles peuvent bien passer leur temps et qu'on préférerait voir remplacer par 6.000 spécialistes et 10.000 généralistes ! Après tout, eux soignent des malades. La crise a aussi montré l'hostilité de ces fonctionnaires aux médecins « libéraux », tenus à distance, au profit des structures publiques, toutes à la dérive.

Lisons le Figaro du 4 septembre 2020. Qui nous explique ce que va être la politique de la Sécurité Sociale ? Le Ministre de la santé ? Oh que non ! Il a trop à faire à chasser le Marseillais. M. Fatome (Thomas) présente l'action de la CNAM directement, loin de la « tutelle ». Qui est M. Fatome nouveau patron de la Sécurité Sociale ? Un énarque de la promotion Averroes qui a fait une longue carrière dans les cabinets ! Quelle surprise ! Que va faire ce Monsieur ? « Emmerder les médecins libéraux », aurait dit George Pompidou ! C'est bien l'urgence. On veut d'abord les forcer à entrer dans un machin, les CPTS, dont ils ne veulent pas. Que cache ce sigle bureaucratique en diable : les « communautés professionnelles territoriales de santé », une forme de kolkhoze médical. Ensuite on leur demande de rentrer dans la SAS, un service d'accès aux soins qui a pour but de faire absorber aux libéraux l'échec de l'hôpital public qui est totalement désorganisé par les 35h notamment aux urgences. Les malheureux qui travaillent 50 heures par semaine doivent prendre en charge ce que les fonctionnaires aux 35 heures ne veulent plus traiter. Dernière méchanceté : la CNAM en a assez de payer le prix fort pour des visites aux médecins. Ils pourraient se contenter de faire de la télé-médecine à trois balles, ce qui réduirait les besoins de financement ! Après avoir tué l'hôpital et la médecine publique l'ENA, s'inquiète de tuer la médecine libérale !

Qui osera dire que ce Monsieur Fatome devrait être renvoyé à coup de pied aux fesses et obligé à

faire des ménages à l'hôpital public pendant 20 ans pour lui apprendre ce qu'est la vraie vie ?

On progresse ! Sur fond de désastre sanitaire, la bureaucratie est triomphante et sans remors.

Heureusement, nous avons Le Monde. Dans le numéro du même 4 septembre 2020, une date à immortaliser, est publié à la page 23, un article d'une page entière, sur quatre colonnes, censé expliquer comment la santé publique doit être rénovée pour bénéficier d'un **nouveau souffle** (sans respirateur allemand). Les malades intubés apprécieront.

Qui rédige l'article ? Madame Marie-Caroline Bonnet-Galzy. Eh oui : les femmes modernes sont désormais affligées en majorité de nom double, ce qui complique le travail des commentateurs. Qui est cette bonne dame d'œuvre sanitaire ? La présidente d'un organisme public : Santé publique France, l'ancienne Agence Nationale de la Santé publique. Là il a un truc : quand on parle de santé publique il faut comprendre Santé Publique France. L'organisme précède la fonction. Améliorer la santé publique, c'est renforcer lourdement l'organisme bureaucratique. C'est que notre Marie-Caroline n'est pas n'importe qui ! Comme Hollande, elle a fait HEC puis l'ENA. Elle est Conseiller d'Etat en service extraordinaire. Elle a travaillé à Lille avec Mme Aubry. Elle est 100 % socialiste école mitterrandiste.

Que propose ce génie de la santé et de l'éthique qui avait pour mission d'avertir de la pandémie et de s'y préparer et qui n'a rien fait du tout, (vraiment rien du tout) avec les conséquences que l'on sait. L'échec l'encourage à écrire qu'il donne « une occasion unique de faire progresser les deux piliers de la santé publique », en un mot la prévention et le soin. Nous avons été nuls : donnez-nous des moyens supplémentaires. Mais surtout pas de règlement de compte. Nous n'en avons aucun à rendre. Suit un inventaire à la Prévert de tous les domaines de la prévention où il faudrait redoubler de postes et de dépenses. Tous les ministères devraient avoir une cellule santé publique prévention, avec évidemment toutes les déclinaisons locales souhaitables. Sur des dizaines de sujets de la pédo psychiatrie à la prévention des risques sanitaires des adolescents, il faut E-T-O-FF-ER les effectifs. En allant loin dans le régional et le local, bien sûr (tout service départementalisé voit ses effectifs multiplier par cent). Prévision et prévention doivent voir exploser les moyens humains et financiers. Toutes les filières (sciences humaines, dures, santé, politique, économie, sociologie et surtout les trois petits points de rigueur puisqu'on vous a dit TOUTES ...). Et attention : l'inégalité ! Il faut l'étrangler à la racine. Il faut : yaka ! Et « au plus profond des territoires » !

Naturellement l'organisation chargée de la prévention (on a vu) et de l'organisation des traitements (on a vu aussi) serait la principale bénéficiaire des nouveaux fonds et effectifs pléthoriques.

Parkinson était un gamin. Pourquoi pas recruter 16.000 nouvelles femmes fonctionnaires cat A ?

Un gouvernement normal aurait licencié les incapables qui, à la tête des institutions de veille sanitaire, auraient autant failli. En particulier nos deux auteurs d'articles de journaux. Mais entre Enarques, cela ne se fait pas. Surtout entre énarques socialistes nommés par Marisol Touraine et adoubés par Mme Buzin.

Irresponsables et coupables ! Pourquoi se gêner ? Et ne pas en redemander ?

Le plus grave est l'état où en est réduite la PQN qui laisse désormais ses colonnes directement entre les mains des énarques fonctionnaires nommés. La politique ne se fait plus au parlement. Elle se décide entre condisciples sur le banc gauche de l'école nationale d'administration et s'expose sans frein dans des colonnes abandonnées par le journalisme pour devenir de simples vitrines pour fonctionnaires cupides et avides d'effectifs et de budget. Il n'y a ni commentaire ni avertissement.

Voir d'anciens grands journaux devenir des bulletins paroissiaux de l'ENA a quelque chose de répugnant. On comprend pourquoi plus personne ne vote. Ce qu'on voit disparaître en ce début d'été, c'est tout simplement la démocratie.

Il appartient aux partis de digérer les rapports des hauts fonctionnaires et de les transformer en politiques proposées au pays. Pour cela il faut que les fonctionnaires ne tiennent pas les partis et interdire l'élection des fonctionnaires dans les assemblées qui fixent leur rémunération. Il faut que les fonctionnaires incapables soient sanctionnés.

L'encadrement mortifère de la médecine libérale est une politique qui doit se discuter au parlement, au minimum avec une couverture journalistique de qualité. Les organismes de veille sanitaire qui ont failli doivent être dissouts et leurs dirigeants renvoyés. Jamais des dirigeants fonctionnaires ne doivent s'adresser directement à la presse sauf pour répondre à des critiques ou des observations médiatisées par les politiques.

N'attendons évidemment pas cela ni de Macron ni de Castex. Mais qu'au moins la PQN fasse attention à ne pas sombrer aussi bas dans les bras de cette « énarchie compassionnelle » pantagruélique, qu'il faut détruire !

Oui il faut séparer le politique et la haute administration. La Nation n'a pas à être à ce point au service d'une secte qui a montré une incompétence et une avidité pharaoniques depuis 40 ans, avec ce merveilleux triomphe qu'aura été la prévention et la gestion de la crise sanitaire.